

LA MARGINALISATION SCOLAIRE DANS LA REGION DE TOUBA EN COTE D'IVOIRE : MANIFESTATIONS ET JUSTIFICATIONS

Krouélé TOURE

Sociologie de l'Education
Ecole Normale Supérieure d'Abidjan
E-mail : tk_krouele@yahoo.fr

Résumé

Cet article étudie le phénomène de la marginalisation scolaire dans la région de Touba en Côte d'Ivoire. La méthodologie appliquée procède par analyse de documents suivie d'entretiens avec un échantillon de directeurs d'écoles primaires et d'un questionnaire adressé à un échantillon de parents d'élèves. Les résultats collectés mettent en évidence quatre variables en relation avec cette marginalisation scolaire. D'abord elle est plus accentuée chez les filles que chez les garçons. Ensuite des phénomènes comme le poids des pratiques culturelles, la taille des familles et leurs représentations des études scolaires se combinent pour justifier cette marginalisation. Ces résultats prouvent que le phénomène de la marginalisation scolaire n'est pas produit par l'école elle-même, il tire ses justifications dans les pratiques et représentations sociales.

Mots clés : marginalisation scolaire, échec scolaire, pratiques culturelles, représentations sociales, famille.

Abstract

This study is about the phenomenon of school marginalization in Touba area in Côte d'Ivoire. Three techniques of research are applied. First, documents are analyzed. Then, a sample of master teachers is interviewed and an other sample of pupils' parents answers a questionnaire. The results highlight four variables linked to the school marginalization. So, marginalization is most accentuated with girls than boys. What's more, some phenomenon as the weight of cultural practices, the size of families and their representations of studies turn out to produce this marginalization. These results prove that the school marginalization phenomenon is not produced by the school itself but by social practices and representations.

Key words: School marginalization, school failure, cultural practices, social representations, family.

Introduction

La marginalisation scolaire est une réalité dans certains pays en Afrique. Des régions entières demeurent profondément attachées aux cultures ancestrales et manifestent des réticences devant les phénomènes de la modernité. L'école, vecteur d'une nouvelle socialisation et d'une intégration aux valeurs universelles s'impose alors difficilement dans ces milieux sociaux. Une situation qui rappelle encore les résistances de certaines populations devant l'école coloniale en Côte d'Ivoire. Des chefs de village ou de famille préféraient scolariser les esclaves, protégeant ainsi leurs propres enfants de "l'école des blancs" (P. Désalmand, 1983). Le sort social des enfants qui naissent et grandissent dans ces milieux peu favorables à l'école, correspond aujourd'hui à une marginalisation scolaire, un thème du reste, assez rare dans les productions des sociologues de l'éducation du monde occidental. Ces derniers s'intéressent essentiellement aux problèmes de leurs sociétés et notamment de leur système d'enseignement. Les problématiques étudiées sont résumées chez certains auteurs. N. Bulle (2000, p.261) rappelle ainsi le rapport Coleman qui, dans les années 60, tentait de répondre à deux questions principales : « quel est le degré d'inégalité des chances entre les groupes raciaux, ethniques et sociaux ? » ; « A quels principaux aspects du système éducatif cette inégalité des chances est-elle imputable ? » A ces questions, trois types d'inégalités ont été identifiées comme pouvant affecter l'impact des différences entre écoles sur les résultats scolaires. D'abord, « les investissements (*inputs*) de la communauté envers l'école (dépenses par élèves, effectifs des classes, présence de bibliothèques, qualité des professeurs) » ; ensuite « les caractéristiques du corps scolaire » puis « les caractéristiques intangibles de l'école (ambiance, aspirations du corps professoral pour les élèves, niveau d'intérêt des élèves dans l'apprentissage, etc.) ». Fondé sur les résultats d'une enquête nationale réalisée dans les écoles américaines en 1965, le rapport Coleman aboutit à la conclusion majeure que les réussites individuelles suivant les origines raciales et ethniques des élèves doivent s'analyser en termes de variations inter-écoles et intra-écoles.

Se situant dans une perspective historique, B. Ravon (2000) porte son regard sur le champ sémantique de l'échec scolaire en Europe. Il note que si les années 60 sont les années de la démocratisation de

l'enseignement ou de l'explosion scolaire, ce phénomène est aussi à la base du problème scolaire qui se traduit par un certain nombre d'expressions renvoyant à la notion d' « échec scolaire ». « Ainsi, les acceptions "retard(s) scolaire(s)", "insuccès scolaire(s)", "déficit scolaire" ou "déchet scolaire" se rapprochent du terme "échec scolaire" par leur rapport de synonymie ou leur appartenance à une même chaîne d'équivalence (problème scolaire). Mais également, d'autres expressions comme "cancre(s)", "déclassés", "déchet(s)", "handicap socioculturel" peuvent, par les définitions qu'elles portent, être intégrées au même univers de sens » p.285. L'échec scolaire devient dès lors un problème social justifiant d'importantes études sociologiques chez Bourdieu et Passeron (1964, 1970), chez Baudelot et Establet (1971, 1979) ou chez Boudon (1973, 1977, 1979). Des notions comme "les héritiers", "la reproduction", "les inégalités sociales", "les réseaux P-P et S-S", "les stratégies d'acteur", "les effets pervers" ou "émergents" sont exploités et approfondis pour dénoncer les dysfonctionnements sociaux causés par l'échec scolaire.

Le terme le plus proche de la marginalisation scolaire est traité chez A. Van Zanten (1996) : c'est la ségrégation scolaire. Traitant la question de la fabrication de la ségrégation par l'école en France, la sociologue arrive à la conclusion que « l'on observe à l'école non seulement des formes spécifiques de différenciation, qui résultent à la fois des stratégies de choix et des pressions des familles, des pratiques de sélection et de tri des acteurs scolaires, et des politiques de distribution d'établissements et d'orientation de l'Etat et des collectivités locales, mais aussi des formes spécifiques de ségrégation. En effet, les concentrations des enfants d'une même origine sociale ou ethnique qui en sont la conséquence produisent des effets spécifiques sur leurs carrières scolaires et sur leur intégration culturelle et politique » (Zanten, 1996 : 290).

Tous ces travaux montrent clairement que dans le monde occidental le problème scolaire ne se situe plus au niveau des accès à l'école, mais plutôt dans les carrières, les destins scolaires selon l'origine familiale et les chances d'insertion sociale suivant les profils de formation. Des recherches réalisées en Afrique s'intéressent également à des problématiques comme le destin scolaire et l'identité des apprenants. T. Krouélé (2012) analyse notamment les filières d'enseignement et les identités scolaires et sociales des lycéens. L'étude se penche sur les processus de socialisation dans l'enseignement secondaire générale. Elle montre que l'apprentissage des matières littéraires et scientifiques crée des différenciations dans les comportements des lycéens et leur donne une identité de littéraire

ou de scientifique qui les distingue dans leur choix professionnelle. Une telle étude porte, on le voit, sur des personnes scolarisées et qui réussissent leur carrière scolaire dans une filière donnée. Mais dans certaines régions de Côte d'Ivoire, les enfants n'ont pas tous cette chance. La région de Touba (ville située à 834 km d'Abidjan), dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire, est une région où l'école peine à s'imposer dans toutes les familles. Les enfants naissent, grandissent et entrent dans la population active tout en restant en marge de l'école. Leurs premières socialisations ont lieu dans le monde rural mais ils se déplacent plus tard dans les centres urbains, grossissant ainsi les rangs des chômeurs non qualifiés et des délinquants. Comment se manifeste cette marginalisation scolaire ? Les familles sont-elles disposées à scolariser tous leurs enfants ? Les perceptions de l'école sont-elles en faveur de la scolarisation à Touba ? Qui sont les enfants les plus frappés par la marginalisation et l'échec scolaire à Touba ?

Ces questions de recherche suscitent deux objectifs pour cette étude. Il s'agit d'une part, d'analyser les manifestations de la marginalisation scolaire dans la région de Touba et d'autre part de déterminer les explications de cette marginalisation.

Ces objectifs peuvent être atteints en s'appuyant sur deux hypothèses de recherche.

-Hypothèse 1 : La marginalisation scolaire à Touba est plus accentuée chez les filles que chez les garçons.

-Hypothèse 2 : La marginalisation scolaire à Touba résulte de la combinaison de trois variables que sont la taille de la famille, les pratiques culturelles et la perception des études scolaires dans les familles.

Quelle méthodologie appliquer pour vérifier ces hypothèses ?

1. Méthodologie de l'étude

L'étude se déroule dans l'Inspection de l'enseignement primaire (IEP) de Touba. Dix (10) écoles primaires dont cinq (5) urbaines et cinq (5) rurales sont retenues par choix raisonné suivant le critère de leur présence en ville ou au village. Il s'agit en zone urbaine des écoles suivantes : EPP Touba 1, EPP Touba 2, EPP Ouaninou, EPP Koro 2, EPP Touba 4. Et en zone rurale on a : EPP Santa, EPP Borotou 2, EPP Toulou, EPP Niokosso, EPP Dioman. Comme méthodes de recherche, des documents sont analysés dans un premier temps. Les dix (10) directeurs des écoles retenues sont ensuite invités à prendre part à des entretiens individuels. Un questionnaire est également prévu pour un échantillon de parents d'élèves des classes

de CM2. L'échantillon est constitué à partir du choix d'une classe de CM2 dans chacune des dix écoles sélectionnées. De manière aléatoire, vingt (20) élèves sont choisis par classe. Et le questionnaire est appliqué dans les familles des 200 élèves identifiés. L'enquête a duré six mois dans une région où les pistes reliant les localités sont difficilement praticables. Le recours à un interprète s'est imposé dans les familles ne parlant pas français. La recherche est menée dans une perspective phénoménologique. Les données recueillies sont analysées quantitativement et qualitativement à travers des tableaux (tris à plat et croisé), graphique et analyses de contenu.

2 : Présentation des résultats

Trois articulations structurent les résultats de l'étude. La première livre les chiffres de la marginalisation scolaire à Touba. Les deux autres concernent les explications des parents d'élèves et les propos des directeurs d'écoles.

2.1 : Les manifestations de la marginalisation scolaire

Les chiffres recueillis dans les statistiques du Ministère de l'Education Nationale et à l'Inspection de l'Enseignement Primaire (IEP) de Touba mettent en évidence la situation de l'école primaire dans cette région, du reste la plus marquée par le phénomène de la sous-scolarisation en Côte d'Ivoire.

Tableau 1 : Les ratios par DREN dans l'enseignement primaire en 2012

DREN	RATIO ELEVES/SALLE DE CLASSE	RATIO ELEVES/GROUPE PEDAGOGIQUE	RATIO ELEVES/MAIT RE
Abengourou	47	44	46
Abidjan 1	38	40	37
Abidjan 2	45	46	44
Abidjan 3	46	46	43
Abidjan 4	46	43	41
Aboisso	45	45	44
Adzopé	47	48	48
Agboville	43	42	41
Bondoukou	39	39	39
Bouaflé	46	45	45
Bouaké 1	37	37	37

Bouaké 2	37	37	38
Bouna	37	34	40
Boundiali	38	37	38
Dabou	40	39	38
Daloa	49	43	45
Daoukro	38	38	38
Dimbokro	42	42	42
Divo	49	50	49
Duekoué	38	38	37
Ferkessedoug ou	45	42	43
Gagnoa	47	47	46
Guiglo	36	37	36
Katiola	38	37	37
Korhogo	44	44	46
Man	37	36	37
Mankono	34	32	33
Odienné	34	32	33
San-pedro	44	43	43
Sassandra	43	42	43
Seguela	37	36	38
Soubré	42	41	40
Touba	28	26	29
Yamoussoukr o	44	45	43
NATIONAL	43	42	42

Source : DPES¹, 2012

Les effectifs d'élèves par classe, par groupe pédagogique ou par maître sont généralement pléthoriques dans les écoles et dans chaque DREN². Les DREN des grands centres urbains comme Abidjan, ont des effectifs dépassant largement les 100 élèves par classe dans les écoles publiques. Mais sur le plan national, en prenant en compte l'enseignement privé (où les effectifs par classe sont limités), la moyenne s'établit à 43 élèves par classe. Au bas de l'échelle, la

¹Direction de la Planification, de l'Évaluation et des Statistiques / Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique (de Côte d'Ivoire).

²Direction Régionale de l'Éducation Nationale

DREN de Touba compte 28 élèves par classe. Un chiffre qui traduit la faible présence des enfants dans les écoles primaires de cette région où la natalité reste pourtant très élevée. Le DSRP¹ 2009 indiquait une forte natalité en Côte d'Ivoire avec une fécondité comprise entre 03 et 06,1 enfants par femme selon qu'elle est de milieu aisé ou analphabète. Il faut préciser que ces chiffres représentent une moyenne nationale. Mais déjà on peut supposer qu'une forte population d'enfants non scolarisés ou déscolarisés existe à Touba. Et ce phénomène d'enfants vivant en marge de l'école peut être vérifié avec des données chiffrées produites par l'IEP² de Touba.

Tableau 2 : Effectifs des écoles, des classes et des élèves par secteur à Touba

Secteurs	Écoles		Classes		Élèves		
	Autorisés	Fonctionnelles	Autorisés	Fonctionnelles	Garçons	Fill es	Total
Booko	25	25	84	113	1272	906	2178
Foungbesso	29	28	126	97	2149	1484	3633
Guinteguéla	29	27	129	115	1748	1160	2908
Koro	28	23	132	137	2227	1917	4144
Ouaninou	28	27	127	130	2006	1118	3124
Touba	27	26	126	135	1137	1137	2274
Total IEP	166	156	724	727	10539	7722	18261

Source : Statistiques de l'IEP de Touba, Année scolaire 2012-2013

Il faut noter que les secteurs cités sont des villes dont le chef-lieu de préfecture est Touba. Les chiffres du tableau traduisent le phénomène de la sous-scolarisation dans la région de Touba. Si 166 écoles primaires autorisées attendent les élèves, c'est seulement 156 (dont une privée catholique) qui fonctionnent effectivement. Et pourtant l'autorisation et la construction d'une école publique tiennent compte des besoins de la population en éducation. Il ya donc une dizaine d'écoles fermées faute d'élèves. L'IEP doit donc faire assez de gymnastique pour adapter le fonctionnement des écoles à la réalité

¹ Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (en Côté d'Ivoire)

² Inspection d'Enseignement Primaire

dans la région. Ainsi, quand les effectifs ne suffisent pas pour constituer une école, l'option choisie est d'intégrer ces effectifs dans une école fonctionnelle en y créant quelques classes supplémentaires. Bref, il est clair qu'une bonne proportion des enfants en âge d'aller à l'école vit en marge de l'éducation formelle dans cette région. Et cette marginalisation est plus accentuée chez les filles dont les effectifs de scolarisées (42,3%) sont inférieurs à ceux des garçons (57,7%). Comment sont repartis les élèves dans les classes à Touba ?

Tableau 3 : Effectifs des élèves par niveau et sexe à l'IEP de Touba

	CP1	CP2	CE1	CE2	CM1	CM2	Total
Garçons	2848	2130	1802	1597	1145	1017	10539
Filles	2354	1650	1320	1080	778	540	7722
Total	5202	3780	3122	2677	1923	1557	18261

Source : Statistiques de l'IEP de Touba, Année scolaire 2012-2013

Ce tableau n'est certes pas une étude longitudinale, mais la répartition des 18261 élèves de l'Inspection donne une idée de leur parcours du cycle primaire. Si à la base (CP1), les effectifs filles et garçons sont sensiblement importants, c'est à la fin du cycle (CM2) qu'une véritable discrimination s'observe dans les chiffres. On peut ainsi supposer que plus de la moitié des garçons n'achèveraient pas le cycle primaire. De leur côté, c'est pratiquement le quart des filles scolarisées qui parviendraient à la classe de CM2. L'importance croissante des écarts dans les effectifs d'un niveau à l'autre traduirait alors les difficultés du système scolaire à maintenir les écoliers jusqu'à la fin du cycle primaire. Ce tableau laisse supposer deux phénomènes, d'une part l'« hémorragie » des effectifs en cours de cycle et d'autre part les inégalités entre sexes. Et ces inégalités, faut-il le signaler, s'observent également chez les enseignants.

Tableau 4 : Effectifs des enseignants par secteur

Secteurs	Enseignants tenants de classe		
	Hommes	Femmes	Total
Booko	41	01	42
Foungbesso	65	17	82
Guinteguéla	57	17	74
Koro	65	28	93
Ouaninou	68	13	81
Touba	76	22	98
Total IEP	372	98	470

Source : Statistiques de l'IEP de Touba, Année scolaire 2012-2013

Les institutrices représentent 20,9% des effectifs d'enseignants dans le département. Une sous-représentation qui pourrait accentuer chez les populations locales l'idée d'une école masculine et de toute façon trop éloignée des préoccupations immédiates. Mais toutes les supputations doivent passer à l'étape de la vérification chez les acteurs sélectionnés pour les enquêtes. Dans un premier temps que répondent les parents d'élèves interrogés au sujet de la scolarisation des enfants ?

2.2 : La marginalisation scolaire à Touba, les explications des parents d'élèves

L'inscription des enfants dans les écoles relève avant tout de la volonté et l'initiative des familles. Le statut socio-culturel de ces familles, leur taille, leur perception de l'école et du rôle social des enfants peuvent donc expliquer leur attitude par rapport à l'école.

2. 2.1 : Le phénomène de la polygamie et le nombre d'enfants scolarisés par famille

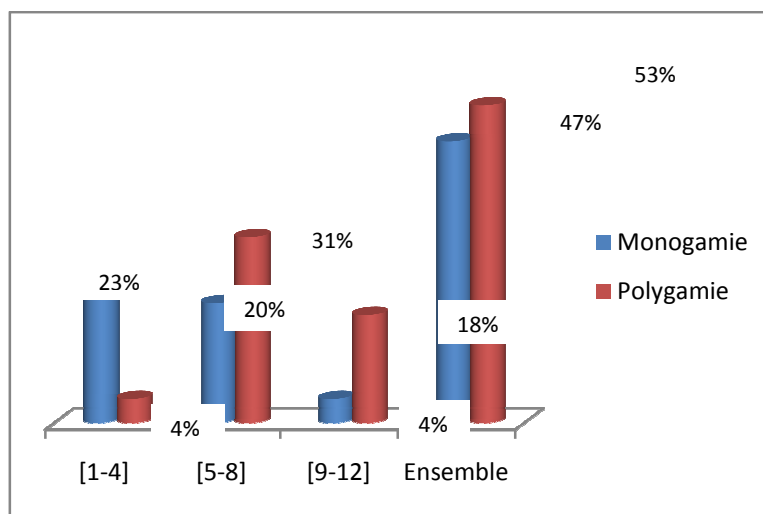
Les parents interrogés ont indiqué le statut et le nombre d'enfants dans chaque famille ainsi que les enfants scolarisés. Notons que les coutumes africaines tout comme l'islam, autorisent l'homme à épouser une ou plusieurs femmes et à faire autant d'enfants que « Dieu le permet »

Tableau 5 : Nombre d'enfants selon les types de familles (en %)

enfants familles	[1-4]	[5-8]	[9-12]	Ensemble
Monogamie	23	20	4	47
Polygamie	4	31	18	53

Plus de la moitié (51%) des pères de familles enquêtés ont entre 5 et 8 enfants. Et ils sont plus nombreux (53%) à vivre avec deux ou trois femmes. Les polygames se comptent aussi bien dans la ville de Touba que dans les petites villes et les villages de la région.

Graphique 1 : Répartition des familles selon le nombre d'enfants



Si les pères monogames font généralement entre 1 et 8 enfants, les polygames en font entre 5 et 12. Invités à indiquer qui décide de la scolarisation des enfants dans la famille, 87% des enquêtés déclarent que cette décision relève du chef de famille c'est-à-dire le père. Les autres (13%) annoncent que le choix se porte sur les enfants à scolariser après une concertation entre le père et son ou ses épouses. Concernant le nombre d'enfants scolarisés par famille, les réponses renvoient à une fourchette de 1 à 4 enfants. En fait, plus les parents multiplient les enfants, moins ils les scolarisent. Une scolarisation sélective qui privilégie les garçons. Le comportement des parents sur ce point se fonde sur des opinions largement partagées dans la région.

La fille est destinée à se marier dans une autre famille, donc sa réussite est perçue comme une perte pour la famille. De plus, il faut la marier vite avant qu'elle ne contracte une grossesse, ce qui représenterait une honte, un déshonneur pour la famille. De telles idées justifient d'ailleurs le retrait de certaines filles de l'école pour des mariages parfois précoces. L'enquête s'est poursuivie avec la perception de l'école dans les familles.

2.2.2 : Les représentations de l'école dans les familles

D'abord les parents d'élèves ont indiqué leur environnement socio-culturel à Touba. Celui-ci est caractérisé par la pratique de trois religions : l'islam (54%), l'animisme (32%) et le christianisme (14%). Les autochtones de la région sont des "mahouka"¹, un groupe ethnique profondément animiste, ainsi que le reconnaissent tous les parents interrogés. L'appartenance à d'autres religions les éloignent rarement des pratiques animistes.

« A votre avis l'école moderne sert à quoi ? » A cette question ouverte les enquêtés ont fourni les représentations sociales de l'école à Touba.

Tableau 6 : Répartition des opinions des familles sur l'école

Statut des familles		Perceptions de l'école	%
Familles modernes (parents scolarisés)	chrétiennes	* lieu pour apprendre à lire et à écrire * cadre pour préparer l'avenir des enfants * passage obligé pour devenir haut cadre	14%
	musulmanes	* moyen pour avoir du travail en ville * acquisition de la culture moderne * voie de réussite sociale * réussite scolaire trop longue	36%
	animistes	* lieu pour apprendre à lire et à écrire * source de réussite sociale * réussite scolaire trop coûteuse	10%
Familles traditionnelles (parents non scolarisés)	musulmanes	* voie de perdition, de dépravation des enfants * réussite scolaire trop longue et trop coûteuse * meilleure éducation dans l'école coranique qui donne des marabouts, des imams.	18%
	animistes	* l'école nous arrache nos enfants * c'est une perte de temps pour rien * réussite scolaire trop longue et trop coûteuse * la vraie éducation existe déjà dans nos traditions pour forger un homme courageux, chef de famille et une bonne épouse, mère de la famille	22%
Ensemble			100%

¹ L'une des 60 ethnies de Côte d'Ivoire

Il est bon de préciser que l'échantillon de familles enquêtées comprend plus de familles modernes (60%) car elles sont constituées de trois groupes religieux là où dans les familles traditionnelles (40%) on en compte deux. Aucun chrétien n'est apparu parmi ces parents non scolarisés. Et si les familles modernes se retrouvent majoritairement en ville (92%), les familles traditionnelles vivent aussi bien dans les villes que dans les villages. Les familles modernes vivant en milieu rural (8%) sont composées du personnel des centres de santé et des instituteurs. Ces acteurs symbolisent la présence de l'autorité étatique dans ces localités très éloignées de la capitale du pays.

Dans le fond, les représentations de l'école divergent selon les types de familles. Les familles modernes sont conscientes des « enjeux de la scolarité »¹. Elles savent que l'école est un passage essentiel pour acquérir l'éducation moderne, « trouver un emploi et monter dans l'échelle sociale ». L'école est donc une garantie pour occuper une bonne « place sociale »² même si certains parents trouvent la réussite sociale par l'école très longue et coûteuse. Les représentations de l'école dans les familles traditionnelles sont plutôt pessimistes pour des raisons qu'elles ne cachent pas. D'autres alternatives existent pour l'éducation des enfants : l'école coranique et l'initiation aux traditions ancestrales. Sur ce point les animistes évoquent fièrement la richesse de leur patrimoine culturel capable de prendre en charge l'éducation de chaque membre de la communauté. Il est composé de contes, de légendes, d'enseignements divers, d'initiation aux mystères des masques notamment. Quatre types de masques sont cités par les enquêtés : le masque échassier (aux longs pieds) appelé « *gnadjah* » dont le porteur doit parler yacouba³, le masque guerrier « *kôman* » interdit aux femmes qui n'apparaît que la nuit, le masque « *gnamoussoh* » destiné aux femmes, et le masque « *guiédan* », masque mystique et nocturne qui combat les sorciers et mauvais esprits. Tous les enfants de la région sont initiés aux mystères des masques. On comprend à ce niveau que les pratiques culturelles locales ne sont pas étrangères aux représentations négatives de l'école dans les milieux traditionnels. Un tel environnement, augmente sûrement les chances des enfants de grandir en marge des études scolaires. Les explications des familles musulmanes (54% de l'échantillon) constituent du reste, une autre justification de la marginalisation scolaire à Touba

¹ Marie Duru-Bellat et Agnès Van Zanten, 2006.

² François Dubet, 2010

³ Ethnie de l'ouest de Côte d'Ivoire d'où est originaire ce type de masque

2.2.3 : La place de l'école coranique dans l'éducation des enfants

Il faut noter que la région de Touba est essentiellement islamisée, ce qui explique la présence d'écoles coraniques dans toutes les localités. Et le nombre d'école dépend du nombre de marabout. Ces derniers sont appelés '*karamoko*'. En effet, les personnes qui ont achevé leurs études coraniques (auprès d'autres maîtres au Mali, au Maroc, en Egypte ou en Arabie Saoudite), reviennent s'installer à leur propre compte et reçoivent les enfants pour leur instruction coranique. On dénombre ainsi une, deux à trois écoles par village. Le domicile du marabout est transformé en école. Certaines écoles primaires non exploitées sont quelques fois transformées en écoles coraniques, ainsi que le signalent les parents interrogés. Ces derniers révèlent l'existence de trois catégories d'écoles coraniques dans la région. Les '*loumankala*' ou écoles par terre sont des classes d'enfants chez le marabout où les enfants s'assoient par terre ou sur des nattes. Les '*madrassa*' sont quant à elles, des écoles améliorées disposant de locaux pour les enseignements, des maisons où les enfants s'assoient sur des tables bancs. Quand les '*madrassa*' s'améliorent elles deviennent des 'écoles franco-arabes'. Cette dernière catégorie, qui enseigne des programmes proches de ceux des écoles publiques, entreprend des démarches pour être reconnue par le Ministère de l'éducation nationale afin d'intégrer les effectifs de ses écoles.

Dès le bas âge (5 à 6 ans) tous les enfants, filles comme garçons, des familles musulmanes sont confiés à ces marabouts. Ils apprennent les hadiths, les versets et les secrets du coran. Les apprentissages consistent essentiellement à mémoriser chaque jour un verset ou un hadith jusqu'à ce que l'enfant récite tout le coran. Le passage en classe supérieure est fonction de cette capacité de rétention des contenus du coran. Il faut toutefois noter que l'on est plus exigeant avec les petits garçons car ils peuvent faire carrière dans cet enseignement. Pour la petite fille, l'école coranique vise surtout l'apprentissage des prières quotidiennes. Les enfants connaîtront après un ou deux ans d'école coranique, trois orientations différentes. Certains (22%) feront leur inscription au CPI, d'autres (66%) iront aider leurs parents dans les activités familiales tandis que les autres (12%) poursuivront les études coraniques qui peuvent les conduire dans les grandes écoles islamiques du Maroc, d'Egypte ou d'Arabie Saoudite. Ces derniers sont perçus comme des éclaireurs, des sources de bénédiction pour les familles. Au total, plus de la moitié des enfants poursuivront leur

enfance en marge de l'école, une marginalisation que les directeurs d'école expliquent en deux points.

2.3 : La marginalisation scolaire à Touba selon les directeurs d'écoles

Les propos des enseignants portent d'une part sur les occupations des enfants dans les familles et d'autre part sur leurs difficultés à s'adapter aux contraintes du travail scolaire.

2.3.1 : Les occupations des enfants dans les familles

Les occupations des enfants dépendent de leur sexe, des activités professionnelles de la famille et de son appartenance religieuse. Ils s'adonnent déjà à ces occupations avant leur inscription au CP1 mais également étant élèves c'est-à-dire après les cours. Le contact quotidien permet aux maîtres de s'informer sur la vie familiale des élèves.

Au cours des entretiens les instituteurs expliquent d'abord ce que font les élèves avant leur inscription au CP1. Les filles restent auprès de leur mère pour les aider dans les activités de ménage, dans leur commerce ou leurs travaux champêtres. Quant aux garçons, ils accompagnent leur père au champ ou dans les activités artisanales.

Dans les familles musulmanes, tous les enfants, filles comme garçons font l'école coranique entre 5 et 7 ans. Pour éliminer la peur des masques, tous les enfants participent aux cérémonies et rituels traditionnels. Dès l'âge de 6 ans, ils sont initiés aux secrets des masques dans la forêt ou la rivière sacrée où ils apprennent comment sont fabriqués ces masques, comment les porter, qui doit les porter, dans quelle condition ils apparaissent au village ou en ville. Les enfants apprennent également les incantations et l'utilisation de certaines plantes pour se protéger des attaques mystiques. Seuls les enfants des cadres allochtones en service dans les villes du département de Touba sont socialisés différemment. Ils sont inscrits très tôt à l'école.

Dans certaines localités, les enseignants donnent très volontiers des détails sur les pratiques culturelles qui occupent les enfants autant que leurs parents. Dans un village non loin de Guinteguéla le directeur d'école affirme :

« dans ce village tout le monde est initié aux secrets des masques. Les masques sont la source du savoir et du pouvoir pour les villageois car ils

protègent le village et tous ses habitants. C'est pourquoi il y a un masque dans chaque famille et un masque pour tout le village. Avant de prendre une décision ils consultent leur masque. Les enfants sont initiés très tôt au respect des masques ».

Dans un autre village proche de Koro un enseignant donne d'autres précisions :

« Ici, ils ont un bois sacré pour les femmes et un autre pour les hommes. Il n'y a pas de confusion entre eux. Les cérémonies d'initiation et de sortie de masques du bois sacré sont très importantes et mobilisent tout le village ».

On peut comprendre qu'un tel environnement culturel très pauvre en culture scolaire prédispose les enfants à évoluer en marge de l'école.

2.3.2 : Les difficultés d'adaptation en milieu scolaire source d'échec scolaire

A en croire les directeurs d'écoles, les élèves sont inscrits tardivement à l'école, souvent sans actes de naissance. Ils ont généralement du mal à s'adapter aux normes de l'école. Des réalités comme l'hygiène corporelle, le port d'un uniforme propre, l'égalité de traitement entre filles et garçons, la compétition scolaire et le mérite sans distinction de sexe leur paraissent nouvelles. En présence de leurs camarades citadins les élèves de village ont tendance à s'isoler car ils se sentent complexés. Leurs parents, souvent analphabètes peuvent difficilement les aider dans le travail scolaire. Ils apprennent donc difficilement car après les classes ils n'étudient pas leurs leçons. En classe de CM2 ils ont encore des difficultés en lecture et en écriture. Certains abandonnent l'école qu'ils trouvent trop difficile. Les propos de ce directeur d'une école de milieu rural confirment l'opinion de ses collègues :

« Nos élèves sont trop attachés à leur tradition. Dès qu'il y a une cérémonie (sortie de masques, initiation) au village, ils vident les classes. Les maîtres ne peuvent pas les retenir. Nous leur avons demandé de décorer les salles de classe, ils ont couvert les murs de dessins de masques ».

Bref, un tel « contexte scolaire »¹ justifie, on en convient, les échecs massifs de ces écoliers et leur sortie du système avant la fin du cycle primaire. Et sans véritable « soutien scolaire »² dans les familles, les déscolarisés sont condamnés à la marginalisation scolaire.

Enfin quel débat se dégage de tous ces résultats ?

3 : Discussion des résultats

D'abord, les deux objectifs de l'étude ont été atteints. Il a été possible d'analyser les manifestations de la marginalisation scolaire dans la région de Touba puis de déterminer les justifications de cette marginalisation. Ce travail a ainsi permis de valider les hypothèses de départ.

3.1 : Filles et garçons devant l'école à Touba

Les résultats de la recherche mettent en évidence la sous-scolarisation à Touba. Une sous-scolarisation qui s'explique par la marginalisation scolaire des enfants et surtout des filles. Pour les enfants qui naissent dans cette région, les chances d'accès et de réussite à l'école sont les plus faibles en Côte d'Ivoire. Ces chances sont encore plus faibles pour la jeune fille dans une société où l'égalité des sexes est encore ignorée. Les représentations sociales de l'école, généralement négatives dans les milieux traditionnels constituent un indicateur de la faible volonté des familles à scolariser les enfants.

Certes, quelques jeunes filles sont scolarisées mais le moment venu (dès la puberté et dès qu'un prétendant sérieux se présente), les parents les retirent de l'école pour les faire marier « dans la dignité ». Les filles sont ainsi doublement défavorisées devant l'école. D'abord, elles sont peu à y accéder, ensuite, elles ont de faibles chances de terminer le cycle primaire. Cela est prouvé aussi bien par les tableaux 2 et 3 que par les personnes enquêtées. Ces résultats, confirment la première hypothèse émise : « La marginalisation scolaire à Touba est plus accentuée chez les filles que chez les garçons ». En effet les filles fréquentent des écoles qui sont mixtes comme c'est le cas de toutes les écoles primaires de Côte d'Ivoire. Elles doivent donc côtoyer des garçons et partager les mêmes savoirs, les mêmes valeurs, les mêmes outils de travail, le même cadre de travail et les mêmes maîtres. Les choses sont bien différentes dans le milieu socio-familial où elles

¹ Marie Duru-Bellat, 2002.

² Francine Best, 1997.

reçoivent leur socialisation primaire. On peut donc comprendre que l'école est un vecteur de profonds changements dans les mentalités et la structure sociale. En réalité, les filles et les garçons, à cet âge, ne se confondent pas. Chacun est conscient de son appartenance sexuelle et se croit différent de l'autre. Dans les familles, les petites filles apprennent leur rôle social auprès de leur mère ou leurs parents de sexe féminin. De leur côté, les petits garçons passent leur temps avec leurs aînés ou parents de même sexe. Cette réalité s'observe également dans les écoles françaises que Cousin et Felouzis (2002) ont étudiées. Ils notent en effet que « l'École française est mixte dans la mesure où filles et garçons fréquentent les mêmes établissements depuis environ le début des années soixante-dix. Pourtant, dès la maternelle et l'école primaire, l'École reste fortement clivée dans la vie quotidienne et dans les relations entre les élèves. Filles et garçons ne se mélangent guère et les groupes d'amis sont très souvent, tout au moins jusqu'aux premières années du collège, unisexes. En classe, dans la cour de récréation ou sur les chemins de l'école chacun reste entre soi. Dans la cour, la non-mixité des groupes est frappante. » (2002 ;78). C'est dire que la conscience de l'appartenance sexuelle développée dans les familles oriente les rapports filles-garçons dans les premières années de scolarité. A Touba, si ces rapports ne sont pas déterminants pour provoquer la déscolarisation des filles, ils constituent tout de même une épreuve à surmonter pour s'adapter au milieu scolaire. Une adaptation qui nécessite le soutien familial car la scolarisation d'un enfant engage nécessairement toute sa famille dans les affaires de l'école. Sur ce point Dubet (2002) fait observer qu'« Il va de soi que l'entrée des enfants à l'école est aussi celle de leurs parents. La prise en charge des enfants est d'autant plus aisée qu'elle repose sur une valeur indiscutée » (Dubet, 2002 :101). Cette position montre la complexité de la tâche des instituteurs de Touba. Ils doivent réaliser l'intégration aux valeurs scolaires chez des enfants éduqués avec des valeurs parfois opposées. De plus, les familles traditionnelles qui ne partagent pas ces valeurs scolaires ou s'en méfient sont mal placées pour apporter le soutien nécessaire à ces enfants. Dans un tel contexte, les enfants des familles modernes cultivées sont les plus favorisées. Leur chance de bénéficier du soutien des parents dans leur scolarité est plus grande. Le mécanisme qui est en jeu ici n'est pas nouveau. Il est décrit chez J-P Terrail, (2002) comme un fonctionnement de l'école en faveur de certains milieux sociaux : « *L'école n'est pas neutre face à la pluralité culturelle et langagière des sociétés modernes : elle privilégie les savoirs et les usages langagiers propres aux classes supérieures.* » p.200. La langue

officielle de l'école étant le français, les enfants des milieux traditionnels qui la découvrent doivent d'abord l'apprendre. Leur socialisation familiale les place d'abord en situation de marginalisation scolaire.

3.2 : Familles et marginalisation scolaire des enfants

L'école n'a peut-être pas su s'adapter aux réalités culturelles de la région de Touba, mais les résultats présentés mettent en évidence trois corrélations : pratiques culturelles familiales et marginalisation scolaire, taille de la famille et marginalisation scolaire, perceptions des études et marginalisation scolaire des enfants. Ces corrélations prouvent bien que la marginalisation scolaire à Touba n'a pas une seule justification. Elle est le produit de trois variables qui se combinent et agissent ensemble. L'hypothèse 2 est ainsi validée et on peut soutenir que « La marginalisation scolaire à Touba résulte de la combinaison de trois variables que sont la taille de la famille, les pratiques culturelles et la perception des études scolaires dans les familles ».

Les variables indépendantes ici correspondent à trois phénomènes ne relevant pas du milieu scolaire. Le phénomène de la marginalisation scolaire à Touba n'est donc pas directement produit par l'école elle-même. Il provient de l'extérieur, c'est-à-dire des familles. Une telle explication peut être qualifiée d'« externaliste » selon l'expression de J.-M. De Queiroz (1995, p.21). A travers une classification des théories sociologiques de l'école, ce dernier met en lumière ce qui les oppose. Il note qu'un premier groupe de théories « conflictualistes » s'oppose à des théories « externalistes ». Et ces théories externalistes « innocentent l'école en attribuant aux inégalités des causes externes ». Ces causes se rapportent à des subcultures de classe et à des systèmes de valeurs contrastés : « culture de l'effort, goût de la réussite, privilège accordé à l'avenir dans les classes moyennes et supérieures, manque d'ambition, culture de la facilité, visées à court terme, absence d'intérêt et d'investissement culturel dans les classes populaires ». En clair, le problème de l'école peut prendre sa source dans la société globale. L'interaction école - société ou école - famille devient un facteur d'explication incontournable dans le destin scolaire des enfants. A Touba, les familles peu cultivées, pauvres en « capital culturel » et précisément en « capital scolaire » sont justement celles qui développent des représentations négatives de l'école. Préférant l'éducation par l'école coranique ou par les traditions animistes, ces parents ne scolarisent que les enfants les

moins brillants à leurs yeux c'est-à-dire ceux en qui ils placent le moins d'espoir de réussite sociale. Les bras valides servent dans les activités de survie de la famille et passent ainsi leur enfance et leur jeunesse en marge de l'école. Cette marginalisation n'épargne pas les enfants scolarisés car plus de la moitié quitteront l'école avant la fin des études primaires.

Ces marginalisés s'orientent ainsi dans un destin social qui engage toute la région car une faible présence de cadres de la région dans la haute administration, aura notamment pour incidence un retard de développement de cette région. Le sentiment d'exclusion qui en découle peut être vécu par les jeunes comme une injustice sociale. Si l'exclusion scolaire peut être vécue comme une incapacité personnelle à réussir à l'école, l'exclusion sociale sera plus insupportable et forcément imputable à toute la communauté nationale. Une telle exclusion alimente le sentiment d'injustice. Et comme l'indique F. Dubet (2006, p.10), « *pour comprendre les injustices sociales, il ne suffit pas de décrire et de dénoncer les inégalités telles que les enregistrent les enquêtes et les statistiques, car les seules qui comptent sont les inégalités que les individus tiennent pour injustes* ». En clair le phénomène de la marginalisation scolaire traduit les inégalités dans l'accès à l'éducation en Côte d'Ivoire, et prépare ainsi le sentiment d'injustice et d'exclusion chez les populations originaires des régions comme Touba.

Conclusion

Au terme de cette recherche, il apparait que le phénomène de la marginalisation scolaire à Touba tire ses sources dans les familles d'origine des enfants. La place réservée aux filles et aux femmes dans la société, les pratiques socio-culturelles, la taille des familles et leurs représentations de l'école constituent les variables ayant une relation avec cette marginalisation. Les quatre phénomènes identifiés par l'étude relèvent du vécu, de l'expérience quotidienne des populations enquêtées. Et cette investigation phénoménologique montre bien que l'école n'est pas prioritairement en cause ici. Les pratiques et représentations sociales sont donc la source de la marginalisation scolaire dans cette région de Touba. Une marginalisation qui ne se limite pas à cette seule région d'ailleurs. C'est un phénomène national. Le taux de scolarisation en Côte d'Ivoire qui était de 56,1% en 2008 (DSRP, 2009) indique que dans plusieurs régions du pays, près de la moitié des enfants passent encore leur jeunesse en marge de l'école. En fait la moitié des jeunes sur plusieurs générations n'a pas eu accès

à l'école. La prolifération des « enfants microbes »¹ à partir de 2011 peut être considérée comme l'une des conséquences sociales de ce phénomène dont la solution ne peut s'inscrire que dans le cadre d'une politique nationale de l'éducation. Cette étude montre ainsi la nécessité pour l'Etat d'adopter une politique de scolarisation prenant en compte la sensibilisation des populations et l'alphabétisation des adultes aussi bien dans la région de Touba que dans toutes les régions du pays.

Références bibliographiques

- Baudelot Christian, Establet Roger, 1971, *L'Ecole capitaliste en France*, Paris, Maspéro.
- Baudelot Christian, Establet Roger, 1979, *L'école primaire divisée*, Paris, Maspéro.
- Best Francine, 1997, *L'échec scolaire*, puf, Que sais-je ?
- Boudon Raymond, 1973, *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, A. Colin.
- Boudon Raymond, 1977, *Effets pervers et ordre social*, Paris, Puf.
- Boudon Raymond, 1979, *La logique du social*, Paris Hachette.
- Bourdieu Pierre et Passeron J. -C., 1964, *Les Héritiers*, Paris, Edition de Minuit.
- Bourdieu Pierre et Passeron J. -C., 1970, *La Reproduction*, Paris, édition de Minuit.
- Cousin Olivier et Felouzis Georges, 2002, *Devenir Collégien. L'entrée en classe de sixième*, Paris, ESF éditeur.
- De Queiroz Jean-Manuel, 1995, *L'école et ses sociologies*, Paris, Nathan.
- Désalmand Paul, 1983, *Histoire de l'éducation en Côte d'Ivoire. 1. Des origines à la Conférence de Brazzaville*, Abidjan, CEDA.
- Dubé François, 2010, *Les places et les chances. Repenser la justice sociale*, Paris, Seuil.
- Dubé François, 2002, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil.
- Dubé François, 2006, *Injustices. L'expérience des inégalités au travail*, Paris, Seuil.
- Duru-Bellat Marie, 2002, *Les inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes*, Paris, PUF.

¹ Le phénomène des « enfants microbes » désigne des gangs de mineurs (garçons comme filles) dont l'âge varie entre 8 et 17 ans, qui s'adonnent à des agressions, des meurtres à l'arme blanche (couteau et machette), dans le but de dépouiller leurs victimes de leurs biens dans la rue ou les places publiques.

- Duru-Bellat Marie et Van Zanten Agnès, 2006, *Sociologie de l'école*, Paris, Armand colin.
- Ministère d'état, Ministère du Plan et du Développement, 2009, *Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté*, Abidjan.
- Paugam Serge, (sous la direction de), 1996, *L'exclusion l'état des savoirs*, Paris, La découverte.
- Ravon Bertrand, 2000, *L' « échec scolaire »*. *Histoire d'un problème public*, Paris, IN PRESS EDITIONS.
- Terrail Jean-Pierre, 2002, *De l'inégalité scolaire*, Paris, La dispute.